

La nouvelle stratégie d'investissement de RGreen Invest

La Pologne n'est pas seulement le pays organisateur de la Cop 24, qui a débuté le 2 décembre à Katowice pour 15 jours et pour faire le bilan de l'application de la Cop 21. C'est aussi un pays à la fois très « carboné » – l'électricité reste produite à plus de 80% par du charbon – et redevenu attractif pour l'investissement dans les énergies renouvelables. Notamment dans l'éolien, qui comptait 6,4 GW installés à fin 2017 dont 650 MW dans l'année, selon le baromètre



d'EurObserv'ER. « Les ressources de vent sont abondantes en Pologne et, surtout, les prix issus des récents appels d'offres (AO) EnR sont plus que compétitifs avec les énergies fossiles », constate Nicolas Rochon, président de la société de gestion RGreen Invest.

Point d'inflexion

En veille sur la Pologne depuis plusieurs années, ce professionnel estime que ce pays du charbon-roi est arrivé à « un point d'inflexion, car le charbon n'est plus si bon marché et doit en partie être importé, l'Union européenne faisant en plus pression pour accélérer la transition énergétique ». RGreen Invest a du coup décidé d'investir, en accompagnant notamment ses clients développeurs-producteurs français : « Nombre de projets en développement sont à vendre – en particulier ceux issus du premier AO de 2016, NDLR – et beaucoup de fonds d'investissement allemands, français sont intéressés, de même que des développeurs. Pour l'instant, nous avons un *pipe* de 30 MW de projets éoliens dans le pays », annonce Nicolas Rochon.

L'equity à 30%

Rétif pendant longtemps à miser sur des pays à risque politique – avec le stop & go du coûteux soutien aux EnR, dans un passé proche – comme l'Espagne, l'Italie ou la Pologne, RGreen Invest fait le diagnostic inverse aujourd'hui. L'électricité renouvelable commence à s'émanciper pour de bon des aides d'État et peut être vendue au prix du marché, ce qui justifie d'ailleurs la conclusion de premiers contrats d'approvisionnement long terme privés. D'où l'évolution du *scope* des véhicules d'investissement de RGreen Invest. Le

premier, InfraGreen 1 en 2013, était à 70% français quand InfraGreen 3, qui va terminer à 300 M€ ce mois-ci dont 200 M€ déjà investis ou en cours de déploiement, se trouve orienté à 65% hors de l'Hexagone. On notera aussi que ce spécialiste de la dette mezzanine n'hésite plus à entrer au capital des projets, lorsqu'ils ciblent des énergies naturellement compétitives. L'investissement en pur *equity* atteint ainsi 30% des sommes investies par le troisième fonds. Une proportion qui devrait être maintenue pour le prochain véhicule, lancé l'année prochaine et qui pourrait s'intéresser à de nouveaux marchés comme la Serbie ou l'Islande.

Le scope du *bridge* revu tous les six mois

L'appel d'air de l'international chez ce pionnier français de l'investissement 100% EnR ne concerne d'ailleurs pas que le financement long terme. Son nouveau fonds de *bridge financing* (prêts de six mois à deux ans, avant que soit structuré le financement du projet), dimensionné sur 100 M€ à 200 M€ annuels, vise l'Union européenne et même au-delà. « Tous les six mois, nous allons revoir notre stratégie d'investissement, en lançant à chaque fois un nouveau compartiment adapté aux besoins que nous observons chez les développeurs, et en particulier à leurs initiatives à l'international », explique Nicolas Rochon.

Cette souplesse commence à s'appliquer aussi aux technologies. Baptisé « Nouvelles Energies », le *bridge financing* de RGreen cible non seulement les infras dans l'éolien, le solaire et le biogaz mais aussi l'efficacité énergétique et le stockage. Par exemple, l'amélioration des groupes froids d'une chaîne de supermarché ou des batteries de forte puissance tournées vers la régulation de fréquence, via deux premiers projets qui devraient être bientôt présentés plus en détail par leurs promoteurs.

La solution du *bridge financing* a le vent en poupe en ce moment, car de nombreux développeurs croulent sous les projets sans avoir nécessairement les capitaux pour les faire avancer au bon rythme. L'un des grands concurrents de RGreen, Eiffel Invest Group, a ainsi porté la capacité de son fonds Energy Transition à 350 M€. Lui aussi se tourne vers l'efficacité énergétique, comme en témoigne une initiative emblématique en Bretagne. Rive, autre pionnier de la dette mezzanine déclinée pour les EnR, se mobilise aussi sur le « bridge » ; de leur côté, les banques font des efforts pour se montrer plus réactives sur ce segment.